

Compte rendu

Ouvrage recensé :

CHONG CARINO, Theresa. *Chinese Big Business in the Philippines : Political Leadership and Change*. Singapore, Times Academic Press, 1998, 175 p.

par Philippe Bourbeau

Études internationales, vol. 31, n° 2, 2000, p. 379-381.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704171ar>

DOI: 10.7202/704171ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

ASIE

**Chinese Big Business in
the Philippines : Political
Leadership and Change.**

CHONG CARINO, Theresa. Singapore,
Times Academic Press, 1998, 175 p.

Les plus récentes publications concernant la diaspora chinoise se concentrent principalement sur son rôle et sa puissance économiques. Tant au niveau de leur rapport avec l'économie de la République populaire de Chine (RPC) qu'avec les pays d'accueil de la région de l'Asie Pacifique. Manifestement, ces choix d'études ont indirectement renforcé les stéréotypes voulant que les Chinois ayant émigré soient des animaux économiques pratiquant un capitalisme « sauvage ». Or, l'essai de Theresa Chong Carino, une des chefs de file de l'étude de la diaspora chinoise en Asie du Sud-Est, arrive à point nommé et s'inscrit à contresens, puisqu'il tente d'analyser le rôle politique des Chinois établis aux Philippines.

D'entrée de jeu, l'auteur postule que les Chinois ayant émigré aux Philippines sont loin d'être apolitiques et que leurs structures politiques se sont construites en réaction au théâtre politique des pays d'accueil. L'objectif est donc de démontrer que la dimension politique est bel et bien présente chez la diaspora chinoise et qu'elle se manifeste dans les institutions des pays d'accueil et non en regard de la RPC ou de Taiwan. La pierre angulaire de cette analyse est la *Federation of Filipino-Chinese Chambers of Commerce and Industry*, communément appelée la « Fédération ».

L'auteur tente de répondre à deux questions reliées. Premièrement, la Fédération, en tant qu'organisation « économico-politico-sociale » regroupant en un bloc unifié les aspirations des Chinois vivant aux Philippines, est-elle vouée à disparaître ? À la fin des années 1950, G. William Skinner a établi un modèle de leadership politique de la diaspora chinoise – système « kapitan » – selon lequel on observe la sélection d'un seul leader qui parlera au nom de toute la communauté chinoise et que ce choix doit être entériné à la fois par les membres de la communauté et par les autorités du pays d'accueil. Immanquablement, le leader se voit donc forcé de répondre aux attentes souvent contradictoires de ces deux groupes. Mme Chong s'interroge, dans un deuxième temps, sur l'applicabilité de ce système à l'aube du ^{xxi}^e siècle aux Philippines.

L'ouvrage est divisé en six chapitres distincts. Après avoir dressé les principales raisons de la création de la Fédération en 1954, l'auteur souligne avec justesse, dans le second chapitre, l'appui d'importance que la Fédération a reçu de Taiwan dans ses premières batailles avec les autorités philippines, notamment au sujet du *Retail Trade Nationalization Act*. Le troisième chapitre s'attarde aux années 1974 et 1975 qui ont vu deux événements venir changer considérablement les assises politiques de la Fédération : la loi philippine sur la naturalisation (par laquelle près de 80 % des Chinois manifesteront leur désir d'obtenir la nationalité philippine) et l'établissement de relations diplomatiques avec la RPC. Cette période marque le début de l'évincement

progressif de l'emprise de Taiwan sur la Fédération. Il sera réellement réalisé avec la visite d'une délégation de 55 membres de la Fédération en RPC, du 26 mars au 4 avril 1994.

Le quatrième chapitre met en lumière le caractère hétérogène de la diaspora chinoise, une donnée fondamentale souvent occultée dans la littérature. En présentant brièvement les autres associations qui représentent la communauté chinoise établie aux Philippines, l'auteur s'assure de ne pas tomber dans le piège de la généralisation abusive. Le cinquième chapitre s'attarde aux relations trilatérales entre la Fédération, la RPC et Taiwan et arrive à la conclusion que depuis la perte d'influence de Taiwan sur la Fédération, cette dernière s'est forgée une position beaucoup plus neutre sur le contentieux RPC-Taiwan et a pu se concentrer sur les problèmes propres aux Chinois qui résident aux Philippines. Enfin, le dernier chapitre se penche sur les orientations politiques de la communauté chinoise aux Philippines. T. Chong note une augmentation significative des Chinois désirant s'intégrer dans les sphères politiques des Philippines, par opposition à ceux voulant maintenir de forts liens culturels et politiques avec la RPC ou Taiwan et ceux se détachant des aléas politiques afin de se concentrer sur les activités économiques de la diaspora.

Or, cette intégration au système politique des Philippines marque une érosion certaine de l'influence de la Fédération dans les affaires philippines. Beaucoup de Chinois (particulièrement la nouvelle génération) désirent maintenant outrepasser le groupe de pression qu'est la Fédération et optent pour une représentation poli-

tique directe. En outre, ce désir d'intégration remet en question le système « kapitan », puisqu'on observe non plus la désignation d'un seul leader pour toute la communauté chinoise établie aux Philippines, mais plusieurs représentants œuvrant au nom de la multiplicité des intérêts des Chinois.

Cet excellent ouvrage porte sur un sujet relativement peu connu dans la littérature spécialisée sur la diaspora chinoise par ailleurs très bien documenté. Il apporte donc une touche de nouveauté dans le domaine des relations internationales. Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, chacun des chapitres est traité séparément. Certes l'ensemble de l'étude est traversé par les deux questions concomitantes que nous avons soulevées, mais il est difficile d'identifier un fil conducteur. Si bien qu'à plusieurs reprises, l'auteur revient sur des notions énoncées dans les précédents chapitres pour expliquer ses positions, rendant parfois la lecture redondante. Une approche de type historique, par exemple, aurait sans aucun doute permis une mise en perspective plus imbriquée.

Theresa Chong mentionne en introduction qu'elle a utilisé trois sources d'information pour réaliser ce livre, qui est issu de sa thèse de doctorat. Les deux premières sources – deux volumes produit par la Fédération elle-même et des études en langue anglaise et chinoise – sont utilisées avec brio. D'ailleurs, le travail révèle ici un effort réussi de synthèse. Il n'en va pas de même pour la troisième source, c'est-à-dire les entrevues effectuées avec certains membres influents de la Fédération. Manifestement, la qualité des

informations prouve hors de tout doute que les entrevues ont marqué chaque étape de cet ouvrage. Cependant, mis à part quelques références explicites ici et là, il est pratiquement impossible d'identifier avec assurance les informations provenant de ces entrevues. Il est donc difficile pour le lecteur de saisir la teneur de cette source primaire et de se forger une interprétation personnelle des positions. Une identification plus claire de cette source d'information, notamment par l'utilisation de citations, aurait grandement amélioré l'argumentation de l'ouvrage.

Philippe BOURBEAU

*Candidat à la maîtrise
Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

CANADA

The Science of War: Canadian Scientists and Allied Military Technology during the Second World War.

AVERY, Donald H. Toronto, University of Toronto Press, 1998, 424 p.

La nature totale de la Seconde Guerre mondiale fit que l'ensemble des composantes sociales, politiques et économiques des États impliqués furent mobilisées. Les scientifiques britanniques, canadiens et américains n'échappèrent pas à cette situation. Dès la fin des années trente, devant la menace d'un conflit généralisé en Europe, les scientifiques canadiens, sous l'impulsion de C. J. Mackenzie – président du Conseil National de Recherche (CNR) –, débutèrent leur mobilisation. Organisant la recherche scientifique pour la défense (*Defence*

science) autour des universités canadiennes et du CNR, Mackenzie subordonna la recherche scientifique canadienne aux besoins militaires britanniques, canadiens et éventuellement américains. Après la chute de la France en juin 1940 et face à la menace allemande qui pesa sur l'Angleterre, la collaboration entre les scientifiques britanniques et canadiens s'intensifia. Grâce à l'intervention de Henry Tizard – physicien canadien, chargé de mission auprès des autorités scientifiques américaines –, l'alliance scientifique prit de l'importance avec l'implication grandissante des États-Unis. Il en résultera une collaboration anglo-canado-américaine, dont le Canada était la charnière. En matière de politique internationale ce dernier fut un partenaire de second ordre dans l'alliance – le pays ne possédait pas les capacités industrielles ou l'autorité politique pour réaliser et utiliser les armes et les systèmes d'armements ayant été l'objet de recherches –, pourtant, sa participation scientifique dépassa largement le poids politique et économique du pays. La présence canadienne fut déterminante puisqu'elle servit de relais entre les Britanniques et les Américains et permit d'améliorer les relations quelquefois tendues entre Washington et Londres.

Dans cet ouvrage, D. H. Avery, professeur d'histoire à l'Université de Western Ontario, analyse la contribution des scientifiques canadiens dans la recherche pour la défense qui animait l'alliance atlantique. Grâce à de généreuses subventions, le CNR fut en mesure de mobiliser les meilleurs chercheurs et étudiants du pays. L'auteur démontre avec succès comment le